

44. Deux siècles de résistances ouvrières à Verviers (2013)

Jacques Wynants et moi avons donné ensemble une conférence sur « les résistances à Verviers », organisée à l'Espace Duesberg par Etopia. On trouvera ci-dessous ma partie, consacrée aux résistances ouvrières, ainsi que la conclusion commune rédigée par Jacques et moi (ce dernier ayant évoqué, lui, les résistants durant les deux occupations allemandes.

Dans cette première partie de notre conférence à deux voix et deux volets, je vais donc évoquer les moments forts de résistances ouvrières à Verviers aux XVIII^e et XIX^e siècles.

J'ai déjà eu l'occasion de le faire à diverses reprises ces dernières années devant des auditoires toujours restreints mais intéressés, et ce qui était chaque fois frappant, c'est la méconnaissance de la mémoire des luttes ouvrières et de leurs apports dans la société d'aujourd'hui.

À mes yeux ce refoulement, cette négation des résistances ouvrières de jadis n'est pas dûe au hasard même si elle n'est pas non plus consciemment organisée.

Voici un quart de siècle, lors du bicentenaire de la Révolution française, le président François Mitterrand déclarait, je cite : « Un peuple sans mémoire n'est pas un peuple libre. Les dictatures commencent par effacer de l'Histoire les faits qui les encombrant, pour barrer l'accès au passé et, se croyant maîtresse des voies de l'avenir, musellent toute pensée, toute parole rebelles ». Fin de citation.

Remplacez le mot « dictature » par « classe politique dominante » chez nous, et la réflexion reste valable. Je ne crois pas que le démantèlement des cours d'histoire organisé depuis trois décennies ou l'abêtissement de la télévision publique soient dûs aux seules lois du marché ou à la seule inertie des responsables politiques, je pense qu'au minimum cela leur convient au contraire.

« Plus vous saurez regarder loin dans le passé, plus vous verrez loin dans le futur », a dit Winston Churchill. Or l'inverse est aussi vrai : moins les citoyens sont capables du regard critique que l'Histoire peut inévitablement leur apporter, plus ils seront désarmés et donc réceptifs aux discours et aux actes, même les plus déplacés, de la classe politique dominante, moins ils seront à même d'exercer de manière suffisamment réfléchie leur maigre droit de citoyen – électeur convoqué tous les cinq ans pour conforter ou contester le système en place.

Or la connaissance historique c'est-à-dire à mes yeux la conscience de ce que d'autres avant nous ont su faire évoluer, voire renverser, cette conscience là ne peut qu'aller à l'encontre de l'adhésion passive à la perpétuation du chaos actuel, donc à l'encontre des intérêts des classes dominantes, qu'elles soient politiques, économiques ou financières et étroitement imbriquées entre elles de toutes façons par des intérêts communs derrière des rideaux de fumée.

Dans cet esprit, je ne crois pas non plus que ce soit tout à fait par hasard si malgré quelques arbres cachant le désert, le patrimoine industriel et social est si peu préservé et l'histoire du mouvement ouvrier si peu enseignée. Comme l'écrivait en 2004 l'actuelle Ministre française de la Culture Aurélie Filippetti, « on fait disparaître les usines du paysage comme on cherche à effacer les preuves d'un crime. Ne restent que quelques griffures d'ongles des condamnés à l'oubli dans les murs épais de l'histoire officielle ».

C'est pourquoi, à l'inverse, je tiens toujours à souligner qu'heureusement à Verviers, les responsables syndicaux surtout, depuis trente ans, s'efforcent de faire en sorte que l'histoire du mouvement syndical verviétois soit étudiée, connue et diffusée dans le milieu des militants mais aussi au-delà, en provoquant d'ailleurs à chaque fois l'étonnement, comme je le disais, chez celles et ceux qui ignorent que Verviers fut depuis le XVIII^e siècle à la pointe du combat social dans ce qui est actuellement devenu la Belgique.

Puisque Jacques évoquera uniquement le XX^e siècle, lui, au travers d'autres formes de résistances dans le cadre des deux conflits mondiaux, je vais essentiellement m'en tenir pour ma part aux XVIII^e et XIX^e siècles, ce qui se justifie d'autant plus que le dernier grand acte de résistance sociale spécifiquement verviétois date du grand conflit perdu en 1934 et que dès cette époque, la classe politique dominante avait commencé à s'élargir à certains de ceux qui se réclamaient de l'héritage des premiers militants ouvriers.

Après ce long préambule, reportons-nous donc trois siècles en arrière, en 1715. Alors que Gand, par exemple, abrite déjà 50.000 personnes, Verviers compte seulement autour de 5.500 habitants. Elle a pourtant été érigée en ville soixante ans plus tôt, suite à l'extension du travail de la laine grâce à deux choses : d'une part l'absence de règles corporatives, j'y insisterai, et d'autre part la présence d'un cours d'eau facilement accessible sur le fond plat de la vallée, la qualité de cette eau n'ayant rien à voir.

Autour de Verviers, les villages d'Ensival, de Stembert, de Heusy, d'Andrimont et de Pepinster faisaient partie du Marquisat de Franchimont (qui s'étendait, au sud, sur les actuelles communes de Theux, Spa et Jalhay), lui-même intégré à la Principauté de Liège. Celle-ci jouissait d'une relative indépendance par rapport à tous les autres petits Etats voisins qui étaient alors réunis sous la mainmise des Habsbourgs et connus comme « Pays-Bas espagnols » puis autrichiens. Un de ces anciens petits Etats était le duché de Limbourg qui se trouvait aux frontières nord-ouest et nord-est du Franchimont et qui englobait Dison, Mont-Dison, Hodimont, Lambermont, Petit et Grand Rechain, etc. Donc, c'est une donnée essentielle à l'époque, l'actuelle agglomération verviétoise, aujourd'hui coupée entre les deux communes de Verviers et Dison, était sous l'ancien régime coupée par une véritable frontière d'Etat.

Mais économiquement, la région drapière englobait le duché de Limbourg et le marquisat de Franchimont tout le long de la Vesdre et à Verviers même. On trouve alors ici ce qui est sans doute la plus grosse concentration pré-industrielle d'Europe au XVIII^e siècle : 3000 métiers à tisser de part et d'autre d'un axe de 30 kilomètres de long. La filature de la laine se fait surtout alors à la campagne. Par contre le tissage est effectué en majeure partie par des tisserands installés en ville et des concentrations de travailleurs existent donc déjà pour cette étape de la production de même que pour le foulage, le pressage, le lainage, la teinturerie et la tonte du drap pour sa finition, qui est la dernière étape du processus. Jusqu'à l'invention des tondeuses mécaniques au début du XIX^e siècle, les tondeurs de draps sont les ouvriers qualifiés les plus réputés dans les fabriques textiles parce qu'ils sont au cœur de l'opération technique la plus importante, qui rend le drap commercialisable ou non, et ils savent qu'ils tiennent en quelque sorte la clé de toute la production.

D'après le premier historien du syndicalisme verviétois, Laurent Dechesne, c'est dans la partie limbourgeoise de la région textile et à Eupen notamment que le premier mouvement social des

tondeurs a eu lieu en 1715, quand ceux-ci ont boycotté les ateliers embauchant des étrangers (c'est-à-dire plus que probablement des Verviétois) et ont exigé qu'on leur réserve l'ouvrage disponible. Comme je l'ai dit, il n'existait aucune règle corporatrice d'embauche en dehors de deux années d'apprentissage si bien que les tondeurs franchimontois, limbourgeois ou allemands étaient dès cette époque les ouvriers les plus habitués à émigrer quand ils manquaient de travail, même si l'émigration n'impliquait que le franchissement de la Vesdre pour certains.

Cette absence de corporations dans la région est un élément très important. Cela signifie que de Verviers à Aix-la-Chapelle, il n'y avait aucune structure organisant le travail et seulement un terrain vierge pour le capitalisme et donc pour les tensions sociales. L'absence de corporations laissait au patronat le champ totalement libre pour négocier les conditions d'embauche avec leurs travailleurs.

Les troubles qui ont eu lieu à Eupen en 1715 se sont reproduits pour le même motif en 1722 et ils provoquèrent l'adoption, à Bruxelles, d'un règlement confirmant en 1724 la totale liberté des drapiers du duché de Limbourg dans le choix de leurs ouvriers. Était-ce une réaction à cet échec, mais toujours est-il que c'est en 1724 aussi que les tondeurs de la région d'Eupen créèrent une « bourse » destinée à venir en aide aux ouvriers malades, qui fut la première organisation ouvrière, mais de type mutuelliste, dans nos contrées.

Quinze ans plus tard, en 1739, c'est à Verviers même que des troubles se produisent, et cette fois à l'initiative non des tondeurs mais de centaines d'ouvriers tisserands qui, eux, réclament que les drapiers verviétois soient tenus de faire tisser en ville et ne puissent plus donner du travail au Limbourg. Certains drapiers verviétois avaient en effet investi dans la création de fabriques à Hodimont et à Francomont, dédoublant et délocalisant ainsi leurs opérations d'un côté ou de l'autre de la Vesdre en fonction de l'évolution des droits de douane. En octobre 1739, puis en 1740 et en 1741, suite à de nouveaux mouvements dus à la misère extrême que connaissent alors les ouvriers verviétois, le Prince-Evêque accepte d'interdire aux patrons verviétois de confier le travail de la laine hors de la ville de Verviers elle-même, y compris ailleurs au Franchimont.

Cette interdiction de délocalisation, si on peut dire, est alors acceptée par les fabricants verviétois. Mais cinq ans plus tard déjà, ils obtiennent de pouvoir redonner du travail à Andrimont et Stembert, ce qui provoque de nouvelles manifestations des tisserands verviétois

au printemps 1746, et comme en 1739 l'envoi de troupes par le Prince-Evêque pour calmer les esprits.

Donc, les toutes premières résistances ouvrières dans le Franchimont au XVIII^e siècle ont consisté à lutter contre des délocalisations à l'échelle locale ou l'emploi de travailleurs étrangers. Il en avait été de même au Limbourg, en octobre 1742, lorsque à Hodimont, les tondeurs avaient chassé des tondeurs venus de Sedan. L'impératrice Marie-Thérèse d'Autriche avait répondu l'année suivante, en réaffirmant pour le Limbourg la liberté totale des fabricants en matière de choix du personnel et en interdisant toute réunion publique ou secrète des tondeurs.

Les ouvriers, de leur côté, avaient profité du conflit de l'automne 1742 pour renouveler les statuts de la « bourse » de 1724. Cet acte de 1742 associait quarante-deux tondeurs majoritairement hodimontois mais aussi verviétois et il avait donc un côté « transfrontalier » que l'historien Paul Bertholet a clairement souligné d'ailleurs, mais il s'agissait toujours d'une mutuelle d'entraide, sans plus.

Nous arrivons donc en 1759 et aux évènements que la FGTB a fêtés il y a quatre ans. En 1759, c'est surtout autour de la question salariale que des mouvements ont lieu. Il y avait déjà eu des problèmes soulevés sur ce plan jadis, les autorités devant souvent rappeler aux fabricants verviétois qu'ils ne devaient pas payer leurs ouvriers en marchandises, de surcroît surévaluées, et qu'ils devaient fixer un montant pour le salaire journalier. Mais dans la région verviétoise, plus que le maintien du salaire nominal ou le paiement des ouvriers en marchandises, c'est un autre type d'abus salariaux qui sera à l'origine des troubles de 1759, à savoir l'usage par les fabricants de monnaies à un cours surfait : les patrons drapiers verviétois se procuraient de la monnaie étrangère, hollandaise et surtout allemande, à un cours bas, et ils imposaient à leurs travailleurs, en l'absence de tout contrôle bien sûr, d'accepter celle-ci à un cours plus élevé, les différences de cours légaux existant entre Liège et Limbourg, et donc entre Verviers et Hodimont, rendant les vérifications encore plus complexes. Ce n'est qu'en voulant acquérir des produits au marché que les ouvriers pouvaient se rendre compte qu'ils avaient été spoliés.

La crise éclate le 26 juin 1759 et elle va durer deux mois. Ce jour-là, quantité de tondeurs quittent les ateliers et s'atroupent pour dénoncer le paiement en « mauvaise monnaie ». Dès le lendemain, vingt-quatre fabricants s'engagent devant notaire à rester solidaires en payant leurs

tondeurs comme ils l'ont toujours fait. Les attroupements se poursuivent le 28 juin et le Prince décide d'expédier sur place à la fois une troupe de trente hommes pour empêcher l'émeute et un conseiller, l'ancien bourgmestre de Liège De Chestret pour enquêter sur les griefs ouvriers. On a conservé le journal dans lequel De Chestret, a consigné toute sa mission, je vous en passe les détails, sauf le fait qu'à Ensival, un marchand-drapier lui confirme que lui et plusieurs de ses confrères verviétois sont en difficulté car ils ont vendu trop peu à la dernière foire de Leipzig, au point de garder sur les bras des centaines de draps en stock, ce qui explique qu'ils peuvent s'accommoder à ce moment de l'interruption de la production suite à la grève des tondeurs.

Au terme de son enquête sur place De Chestret est partagé, puisqu'il écrit, je cite : « d'un côté, on ne pouvait souffrir la perte continuelle des ouvriers et négliger les justes raisons qu'ils ont de se plaindre à l'égard des monnaies, mais aussi d'un autre côté l'on ne pouvait contraindre les marchands à donner à fabriquer avec perte ».

Les tondeurs ont-ils alors pensé que leur mouvement était en train de l'emporter, ce qui les a rendus plus hardis ? Ou au contraire ont-ils craint, ne voyant rien venir de concret, de devoir encore longtemps résister face à la volonté patronale de tripoter leurs salaires ? Ou encore le mouvement de grève, qui s'essouffait, approchait-il de sa fin au point que certains crurent nécessaire de donner une forme nouvelle à l'action comme André Renard en '60 à la fin de la grève générale quand il créa le MPW ? Toujours est-il que le 13 août 1759, clandestinement, seize ouvriers, délégués respectivement et en nombre égal par les tondeurs de Verviers, Ensival, Hodimont et Francomont, et en accord avec leurs confrères d'Eupen absents à la signature, approuvent une « Rénovation de confraternité » rédigée par le notaire Drèze à Verviers, que la moitié d'entre-eux, ne sachant lire ni écrire, signent d'une croix.

Ces seize hommes créent ainsi le premier syndicat verviétois, dont l'existence restera secrète durant plus de vingt ans. Les quatre corps de tondeurs signataires s'engagent en effet à ne pas reprendre le travail avant d'avoir mis en commun chez un caissier central de quoi soutenir un éventuel procès consécutif à la grève, à ne pas accepter de travailler en dessous du tarif de 20 sous de Liège, à s'opposer à l'embauche d'ouvriers n'ayant pas deux ans d'apprentissage reconnus et à assumer ensemble les frais d'un procès qui serait fait à l'un d'eux. Il ne s'agit donc plus du tout d'une mutuelle de secours ou d'une assurance vieillesse, mais bien, dans un

contexte de grèves agressives autour du maintien du salaire, d'une association de défense des intérêts professionnels.

En outre, non seulement l'accord conclu implique des tondeurs francophones du marquisat de Franchimont et du duché de Limbourg, mais il doit concerner aussi les tondeurs du bourg germanophone d'Eupen. On constate donc ici un phénomène remarquable et singulièrement précoce, le regroupement dans une même communauté d'intérêts professionnels de travailleurs de langues et de pays différents, au contraire des compagnonnages médiévaux qui étaient strictement locaux.

On a donc clairement affaire à une association ouvrière de défense, la première du genre, sans masque philanthropique au contraire de celles de 1724 et 1742, et choisissant d'ailleurs de demeurer clandestine. Un pas de plus est donc franchi avec la création de ce groupement secret qui est l'ancêtre de tous les syndicats verviétois et qui marque le début du syndicalisme moderne en Belgique.

Les tondeurs de 1759 avaient raison de ne rien espérer ni de leurs patrons ni des autorités. Les uns et les autres laissèrent en effet le conflit s'étioler et prendre fin dans le courant du mois d'août, sans doute faute de combattants, puis le 3 septembre, le Prince-Evêque prit clairement fait et cause dans le conflit en faveur des patrons drapiers. Sur le placard affiché dans toute la ville, il n'était plus question d'un salaire fixe ni de la question des monnaies, mais d'une longue litanie de menaces à l'encontre des ouvriers perturbateurs de la liberté de travailler. Bref, comme le souhaitaient les fabricants, c'était la réaffirmation par le Prince-Evêque de Liège de la liberté absolue des patrons, à l'instar de ce que Marie-Thérèse d'Autriche avait fait pour les patrons limbourgeois en 1743.

Pendant les trente années qui suivent les troubles de 1759, on assiste à un fort mouvement de concentration de la production dans les mains d'une vingtaine de fabricants dont sept ou huit sont de toute première importance et deux dominants, les catholiques Biolley et Simonis. Quant aux ouvriers occupés aux diverses étapes du travail de la laine, ils seraient environ 25.000 dans l'ensemble de la région drapière, 15.000 pour le Limbourg, 10.000 pour le Franchimont, mais l'écrasante majorité de ces travailleurs est encore rurale, et on évalue à 2.500 ouvriers les travailleurs urbains verviétois. Certains de ceux-ci travaillent déjà dans de véritables fabriques,

accueillant en moyenne une centaine d'ouvriers, ce qui est une concentration très élevée pour l'époque.

Nos patrons du textile ne cachent pas que la prospérité de leurs affaires est due notamment à l'absence totale de contraintes qu'ils rencontrent dans l'organisation du travail, comme ils l'écrivent avec conviction en 1764, je cite : « Il n'y a aucun règlement spécial qui établisse un salaire fixe pour la journée. Au contraire, le prix de ce salaire peut diminuer ou augmenter selon les différents changements qui interviennent en bien ou en mal dans la fabrique ; et chaque maître fabricant a la liberté de convenir en tous temps avec tous les ouvriers de chaque espèce de leur salaire ».

Pas question donc de règles salariales ni de conditions d'embauche, pas question non plus d'organiser une répartition équitable du travail disponible entre tous les ouvriers, même avec réduction proportionnelle de salaire, en période de difficulté. Les patrons préféraient congédier – et donc priver totalement de ressources – ceux qui se trouvaient momentanément en surnombre, plutôt que de faire travailler tout le monde durant trois ou quatre journées au lieu de six par semaine. L'auteur d'un *Mémoire* qui préconisait le partage du travail en 1766 soulignait que les patrons avaient ainsi, écoutez bien, je cite encore « la satisfaction de se venger des insolences que commettaient les ouvriers dans le temps qu'ils se croyaient nécessaires, et leur misère devait servir d'exemple aux autres ».

A Verviers, des troubles se produisirent encore à l'initiative des ouvriers du textile en 1769, 1773, 1779 et surtout deux ans plus tard, en janvier 1781, les tondeurs menant à nouveau la danse, cette fois pour s'opposer à l'embauche de tondeurs français à un moment, pourtant, où les fabriques tournaient à plein et où la demande de main d'œuvre était donc très forte, ce dont les autorités s'indignaient mais ce comportement était logique pourtant : tout comme les patrons verviétois avaient très vite perçu les « vertus » de la déréglementation, de la flexibilité des salaires et des horaires et même des délocalisations, les tondeurs avaient vite compris de leur côté qu'il leur fallait profiter des périodes où leurs bras étaient indispensables pour tenter d'obtenir, par la grève, de meilleures conditions.

Le 8 janvier 1781, on signale donc que des attroupements d'ouvriers commencent à se former en ville. Le 10, les tondeurs déclenchent une émeute. Le 11, suivant un scénario devenu habituel, le Prince-Evêque envoie une troupe de cinquante hommes pour mater la rébellion puis

dans les jours qui suivent, on ignore comment, les autorités locales découvrent l'existence de la *Confraternité* de 1759. Ces autorités s'empressent de dénoncer au Prince-Evêque, dans le document que voici, « ce monument criminel d'effronterie » car elles perçoivent parfaitement la menace de la solidarité ouvrière transfrontalière entre Franchimont et Limbourg, et elles supplient le Prince-Evêque de frapper d'interdit l'organisation clandestine des tondeurs, ce que le Prince fait le 3 septembre 1781, en rappelant la liberté totale dont jouissent les fabricants de draps à Verviers en matière d'embauche et de salaire. Le chapitre des relations sociales dans la région drapière verviétoise sous l'Ancien Régime se clôture sur cet interdit de l'association des tondeurs qui sanctionne en quelque sorte le triomphe absolu du libéralisme économique et social, bien avant donc l'avènement du machinisme et de la grande industrie.

Huit ans plus tard, en 1789, parallèlement à la Révolution française, éclate la Révolution liégeoise dont les premiers actes sont posés non dans la capitale mais par les démocrates du Franchimont.

Bien entendu, tous les habitants du Franchimont, au niveau des notables surtout, n'avaient pas épousé les thèses révolutionnaires. Au contraire, un clivage assez net s'était produit, dès 1789, à Verviers, entre les grands industriels d'une part et la masse de la population d'autre part. Comme dans toute révolution, c'est cette dernière qui s'était soulevée. Par contre, la grande majorité des notables verviétois n'avait aucun intérêt à vouloir changer un régime qui lui accordait déjà la liberté économique absolue dont elle avait besoin et à la fin de l'année 1789, alors que le Prince-Evêque s'est exilé à Trèves depuis trois mois déjà, on constate que les principales familles ont déjà quitté la ville. Elles reviendront avec le Prince-Evêque en 1791 et elles fuiront à nouveau avec lui en 1794 devant les armées de la République française. A l'instar des nobles français, tous les ténors de l'aristocratie économique-financière verviétoise ont donc clairement choisi le camp de la contre-révolution. Ils reviendront quand ils auront compris que le nouveau régime ne portera en rien préjudice à la liberté de leurs affaires, cocufiant allègrement sur ce plan les émeutiers de '89.

Parmi ceux-ci, les tisserands avaient réclamé une augmentation de salaire et l'obtention pour eux des « queues et penes », ces déchets de laine que les fabricants étaient prêts à leur racheter. Une ordonnance du Conseil communal du 29 septembre 1789 leur accorda satisfaction sur ces deux points mais ce fut la seule conquête ouvrière de cette révolution, et elle fut toute provisoire puisque les autorités supprimèrent ces deux acquis quelques mois plus tard. Par contre, cinq ans

plus tard, fin 1794, ces mêmes tisserands étaient réduits à une misère atroce car l'émigration des fabricants avait privé de travail et donc de revenus la presque totalité des ouvriers.

En 1795, la situation va s'améliorer, la majeure partie des émigrés rentre à Verviers et y réouvre ses fabriques quand la région verviétoise est intégrée au département français de l'Ourthe (notre actuelle province de Liège). Avec cette intégration à la France en octobre 1795, c'en est définitivement fini de l'ancienne Principauté et des anciens Marquisat et Duché, les frontières entre ceux-ci sont abolies, les monnaies, mesures et législations sont harmonisées. Mais qu'y gagnent les ouvriers ? Rien. Définitivement confisquée par la bourgeoisie, la révolution de 1789 débouche sur une législation policière particulièrement sévère, sur la loi Dallarde de 1791 qui supprime les corporations, sur la loi Le Chapelier qui interdit en 1795 toute coalition ouvrière, sur la création en 1803 du livret d'ouvrier qui permet de « pister » celui-ci, et enfin sur le Code civil de 1804 qui dit que la parole du patron l'emporte purement et simplement sur celle de l'ouvrier en cas de contestation sur les salaires. Les jeux sont faits : l'ouvrier est soumis complètement – et légalement – au capitaliste et c'est dans ce contexte qu'il encaisse une autre révolution, industrielle celle-là, qui va en plus bouleverser totalement ses conditions d'existence déjà peu enviables.

William Cockerill, un mécanicien anglais, occupe alors un bâtiment à côté de l'usine Simonis de la rue de Limbourg et il y conçoit des assortiments de machines à carder et filer la laine qui sont opérationnels en 1801. Un contrat est conclu en juillet 1802 entre les Biolley-Simonis et Cockerill pour tenter en vain de conserver le monopole de ces machines, mais le fils de Cockerill, John, et son gendre, contournent ce contrat en produisant des machines de leur côté pour les autres drapiers qui le souhaitent. Et comme leurs machines ne sont pas brevetées, elles sont également imitées et un extraordinaire essor industriel devient possible.

Mais la classe ouvrière, elle, va en payer le prix fort puisque pour faire fonctionner un assortiment de Cockerill, il faut trois adultes et six adolescents seulement, coûtant ensemble dix fois moins que les cent fileurs à la main dont l'assortiment de machines permet l'économie. Très vite, la moitié des fileurs et laineurs à domicile disparaissent au profit d'ouvriers moins qualifiés, moins payés, souvent plus jeunes et regroupés dans des fabriques encore plus grandes.

C'est alors que l'on entame la construction des dix maisons des Grandes Rames, qui furent les premières habitations ouvrières du monde, où s'entassaient 700 à 800 personnes, à un moment

où les industriels étaient conscients de la nécessité de fixer leur main d'œuvre à proximité de l'usine, également pour l'empêcher de regagner la campagne par dégoût de la ville-usine, car ce phénomène s'est produit aussi comme l'a démontré Claude Desama.

Les ouvriers qui subissent les effets de la mécanisation grognent en effet. Ils constatent que Biolley embauche des enfants de moins de neuf ans en 1804 et en 1811, et ils se rendent compte que cette mécanisation à bon marché menace le quotidien de milliers de fileurs dans les campagnes, dont on réduira le salaire avant de supprimer les emplois. Les autres, en ville, se demandent jusqu'où ils devront suivre ces machines que l'on installe par centaines dans des usines nouvelles.

En 1806, un ancien animateur révolutionnaire de '89, le Theutois Dethier, rédige un mémoire, que voici, où il s'inquiète des conséquences sociales de la mécanisation et des possibilités de délocalisation. Cette analyse critique du machinisme est le tout premier raisonnement connu abordant ce sujet, alors qu'à l'époque, même en Angleterre où les choses ont commencé plus tôt, il n'y a pas encore de texte de ce genre. Un premier événement révélateur a troublé Dethier en 1806, c'est une rencontre (dont il a eu vent) de tondeurs d'Eupen et d'Ensival qui se sont réunis pour discuter du lancement d'une pétition dans toute la vallée de la Vesdre contre l'introduction des machines.

On ne trouvera pas d'autres traces de ce projet, mais l'année suivante, en décembre 1807, le maire d'Ensival informe le préfet, je cite, que « l'établissement des mécaniques indispose les ouvriers » et qu'« une insurrection pourrait être la suite de leurs excès s'ils n'étaient contenus dans leur devoir ». En avril précédant, le feu a détruit entièrement l'importante fabrique de Guillaume Godart, à l'est de Verviers, et des indices laissent penser qu'il pourrait s'agir d'un acte criminel. En juillet 1810, c'est l'ancien couvent des Récollets, reconverti en une fabrique occupant 1.200 personnes, qui brûle et le maire croit à nouveau à l'origine criminelle de cet autre incendie.

Bref, avant même que se déclenche en Angleterre en mars 1811 le soulèvement des « luddites » (du nom de leur mythique général Ludd) qui se traduira par la destruction de centaines de machines textiles - voici deux ouvrages récents sur ce phénomène - les ouvriers de la région drapière de la Vesdre ont grondé semble-t-il les premiers contre les machines et ils sont peut-

être, qui sait, passés à l'acte, par écrit en 1806 ou par le feu en 1807 et 1810, et ils applaudiront en tout cas les briseurs de machines anglais en 1811-1812.

A Verviers, le bourgmestre sera particulièrement vigilant comme l'illustrera son attitude devant les nouvelles tentatives de grève des tondeurs verviétois au printemps 1812 chez Kaison et chez Biolley pour des questions de salaire : il fait aussitôt arrêter le meneur et il étouffe le mouvement sans difficulté. Comme l'observait l'historien flamand Jan Dhondt, je cite : « désormais, la cause est entendue, les mentalités sont constituées : en face d'un troupeau docile parce qu'affamé, mais haineux, se dressent des maîtres impérieux et méprisants. Ainsi se préparaient dès l'époque française les chocs sociaux des époques suivantes ».

Sous le régime français donc, toute velléité de résistance était immédiatement matée par le pouvoir communal. Il en sera encore de même sous le régime hollandais, tandis que certains patrons, eux, renouent avec leurs habitudes de tricher sur les salaires en trafiquant sur le cours des monnaies ou en payant les ouvriers avec des pièces de draps surévaluées.

La mécanisation de toutes les phases de la production continue elle aussi sous le régime hollandais et de nombreux troubles se produisent en 1819 quand on commence à installer les premières tondeuses mécaniques, mais les remous sociaux de 1819 n'aboutissent à rien et la presse locale, qui se résume alors à un seul journal paraissant depuis un an, n'en dit même pas un mot.

Lors des événements révolutionnaires de l'été 1830, les ouvriers menacent à nouveau de détruire des machines, au point que Simonis et Biolley feront démonter leur équipement ostensiblement, mais une fois de plus, le peuple va être roulé dans la farine. Le 27 août, le nouveau bourgmestre révolutionnaire, Pierre David, prend en effet un arrêté communal interdisant l'emploi des tondeuses mécaniques. Mais dès le 2 septembre, quand les esprits sont calmés, un nouvel arrêté explique aux ouvriers qu'elles sont indispensables dans les usines et le 8, la commune ordonne de les remettre en activité et les choses reprennent comme avant. Après quoi, on ne signale rien jusqu'en 1839, époque où des affiches appelant à la révolte contre le prix du pain sont placardées sur la pompe de la rue du Brou, mais elles n'ont aucun effet.

À Verviers, les idées présocialistes ont commencé à germer au printemps 1848, sous l'influence de courageux précurseurs, fondateurs d'un club démocratique, la Société des Droits et des

Devoirs de l'Homme. Les meneurs ne sont pas encore des ouvriers à ce moment. Le chef de file de ceux que l'on appelait à l'époque les radicaux est un teinturier de trente-trois ans, Hector Mottet, patron d'une petite entreprise. Son bras droit est Hyppolite de Steiger, un jeune rentier ensivalois. A leurs côtés, on trouve encore deux enseignants du Collège communal, Jean Humblet et Joseph Goffin, un économiste, Georges Clermont, et celui qui composera plus tard la Barcarolle verviétoise, Corneil Gomzé, un écrivain public.

Quatre ans plus tôt, en 1844, certains de ces hommes avaient déjà attaqué de manière frontale les deux grandes familles de patrons, Biolley et Simonis, qui faisaient depuis un siècle la pluie et le beau temps non seulement dans l'industrie mais aussi dans la vie politique locale. Les radicaux avaient alors pris prétexte de l'arrivée des Jésuites à Verviers, appelés par les épouses des patrons, pour susciter durant 3 jours en septembre 1844 des manifestations populaires dans les rues de Verviers. Ces émeutes ouvrières, les premières du genre dans la cité lainière depuis 1789 et 1830, furent relativement graves puisqu'on en parla jusque dans les journaux anglais et russes.

Durant les années qui suivent, on assiste à une véritable de lutte de classes entre la grande bourgeoisie et les radicaux, qui évoqueront souvent au Conseil communal la question sociale et la situation particulièrement difficile de la classe ouvrière et cette poignée de précurseurs, après avoir orchestré les premières émeutes ouvrières ouvertement antipatronales dans la cité lainière, développe pour la première fois également des idées socialisantes dans la presse locale et contribue grandement à leur diffusion dans une population verviétoise plus sensible que d'autres à l'époque aux appels démocratiques, vu l'immense océan de misère physique et morale dans lequel la classe ouvrière verviétoise est abandonnée et exploitée par les magnats du textile qui accroissent leur fortune colossale sur le dos de toute une ville. C'est notamment contre cette situation que s'élève la Société des Droits et des Devoirs de l'Homme en 1848. Le club verviétois se déclare républicain, il prend très vite de l'extension et il trouve une assise réellement populaire au point qu'en mars 1849, la Sûreté de l'Etat estime que "Verviers est toujours le point du royaume où les Républicains sont le plus à craindre" alors que l'on est plus d'un an après le début du processus révolutionnaire qui a secoué l'Europe au printemps 1848.

Verviers était restée pourtant fort calme tout au long de cette période, excepté en juin 1848, où il y eut durant deux soirées des manifestations ouvrières à Ensival. Mais les quelques privilégiés qui bénéficiaient alors du droit de vote écrasèrent les radicaux lors des élections qui

s suivirent à l'été 1848, et l'arrestation des principaux leaders républicains belges en mars 1849 entraîna quelques mois plus tard l'étouffement du mouvement et la disparition de la Société des Droits et des Devoirs de l'Homme.

On retrouve un ancien de celle-ci au milieu des années 1860 à la tête d'une nouvelle tentative de création d'un mouvement ouvrier verviétois, et c'est Corneil Gomzé, qui s'enflamme à nouveau pour les idées républicaines et démocratiques quand l'Association Internationale des Travailleurs est créée à Londres en 1864, avec une section belge à Bruxelles en 1865.

Gomzé crée d'abord en 1864 une Fédération ouvrière dont le but est d'accorder des pensions aux invalides du travail puis en 1865, il prend la tête d'une association ouvrière politique cette fois, dont le but est la conquête du suffrage universel et le nom : "La Réforme par l'Action". Mis à part Gomzé, tous les dirigeants de ce cercle sont des ouvriers tisserands.

Le cercle de Corneil Gomzé organise plusieurs meetings de juin 1865 à mai 1866, dont un rassemble six cent personnes au Manège, puis il se voit refuser par les autorités communales la possibilité de continuer à donner chaque samedi soir des conférences publiques dans la salle de l'école gardienne des Grandes Rames et cela entraîne la fin des activités du groupe.

Parmi les tisserands qui fréquentèrent les réunions et les meetings du cercle "La Réforme par l'Action" se trouvait Pierre Fluche, futur animateur de la première Internationale à Verviers, mais c'est d'un Disonais qu'est venue, à l'automne 1867, l'étincelle qui donna définitivement naissance au mouvement ouvrier dans l'agglomération verviétoise. Cet autre ouvrier tisserand, Frédéric-Joseph Thiry que l'on voit ici à la fin de sa vie, publia, en octobre '67, un pamphlet d'une trentaine de pages sous le titre *L'Avenir des Travailleurs*. Dans la foulée, plusieurs ouvriers, dont Thiry, fondent à Verviers la Société des Francs-Ouvriers, ils décident la publication d'un mensuel, *Le Mirabeau*, et ils ont Fluche pour secrétaire et pour leader quand ils rejoignent la section belge de l'Internationale au printemps 1868.

Ce groupe verviétois va se révéler particulièrement énergique en multipliant les meetings. Les efforts des Verviétois seront couronnés de succès : à l'été 1868, ils comptent quelque quatre cent affiliés sur Dison et Verviers et ils ont suscité la création d'autres sections à Ensival, Pepinster et Polleur. Leur campagne intense de propagande suscite l'admiration des dirigeants bruxellois de l'Internationale en Belgique, et toutes les autorités de l'époque confirment que *Le*

Mirabeau, qui devient hebdomadaire à partir de mars 1870, connaît une diffusion considérable dans la région verviétoise et qu'il a une influence décisive, avec les meetings, sur l'essor du mouvement ouvrier naissant, au point de paraître à quatre mille exemplaires, ce qui est exceptionnel pour un journal ouvrier à l'époque.

En quelques mois, l'Internationale crée une douzaine de sections locales et il existera en outre une section regroupant des ouvriers de la très importante colonie allemande qui vit à Verviers, ainsi qu'une section de femmes, à partir de 1872, animée par Marie Mineur dont je viens de publier la biographie.

En décembre 1868, une grève déclenchée aux établissements Garot à Hodimont pour protester contre le licenciement d'un ouvrier qui n'est autre que l'éditeur du *Mirabeau* va contribuer à la multiplication des affiliations. Cette grève est accompagnée pour la première fois depuis 1844 par des manifestations de masse et des heurts avec les forces de l'ordre.

En 1869, c'est en matière syndicale que Verviers donne le ton puisque l'interdiction de coalition vient d'être supprimée. Les premières "caisses de résistance" en Belgique, c'est le nom de ces premiers syndicats, apparaissent dans la cité lainière, d'abord chez les ouvriers de la métallurgie en décembre 1868, ensuite chez les ouvriers du textile puis chez les menuisiers début 1869.

Les Francs-Ouvriers ont donc réussi, en un an et demi environ, à susciter la création d'une douzaine de sections locales de l'Internationale et d'une douzaine de syndicats professionnels, et leur Fédération va s'affirmer pendant longtemps comme une des fractions les plus dynamiques et certainement la plus remuante de toute l'Internationale en Belgique et même en Europe avec la Fédération du Jura suisse.

C'est à l'occasion d'un des meetings de l'Internationale, le 19 juin 1870 à Verviers, que de vifs incidents ont lieu sur la place du Marché, au pied de l'Hôtel de Ville et que dans la soirée, alors que l'armée occupe les endroits stratégiques de la cité, un ouvrier d'Ensival est abattu par une sentinelle au bas du Mont du Moulin : heureusement, Lambert Gillis sera le seul travailleur tué lors de troubles occasionnés par le mouvement ouvrier à Verviers.

Sur le plan social, les grèves se multiplient après le conflit chez Garot à la Noël 1868 mais toutes aboutissent à des échecs vu leur impréparation jusqu'à ce qu'en 1871, les

Internationalistes verviétois recueillent enfin les fruits de leur combat en obtenant pour les ouvriers mécaniciens la journée de 10 heures, au terme d'un mouvement qui fera tâche d'huile dans le Hainaut et à Bruxelles puis même à Newcastle en Angleterre et à Chemnitz en Prusse. Pour la première fois, les syndicalistes verviétois donnent ainsi l'exemple en Belgique de la conquête pacifique d'un avantage social par la force du nombre et surtout de l'organisation.

Parallèlement à la propagande et aux actions revendicatrices, les ouvriers du bassin de la Vesdre, ou du moins plusieurs de leurs militants les plus en vue, prennent également une autre initiative originale dans les années 1870-1871, en organisant des réunions publiques dont on a conservé les procès-verbaux, pour discuter, dans une sorte de "café politique" avant la lettre, des grands problèmes de société. Cette initiative débouchera même sur une amorce tout à fait précoce de dialogue organisé avec le patronat car certains industriels acceptent de participer à ces discussions !

L' Internationale va ensuite se diviser entre partisans de Marx et de Bakounine après la Commune de Paris, au terme d'un processus de scission entamé lors d'une Conférence de l'Internationale à Londres en 1871, et consommé au Congrès international à La Haye en 1872. Pierre Fluche, qui devra bientôt travailler chez Houget car les patrons du textile le boycottent, prend part à ces deux réunions historiques. Il faut dire que la section verviétoise, au printemps 1872, fournissait 63 % du montant des cotisations perçues par la direction belge et que les Verviétois disposaient également à partir de juin 1872 d'un local permanent au fond de la cour Sauvage, place du Martyr, devant lequel la FGTB a scellé dans le sol une plaque commémorative il y a quelques années.

A la Haye, les Belges s'opposent en vain à Marx pour empêcher l'expulsion de Bakounine et des anarchistes. Et après le congrès, c'est en grande partie sous la pression des Verviétois que la section belge de l'Internationale va aller, elle, presque jusqu'au bout de la logique anarchiste dans les mois qui suivent en démantelant ses propres organes de direction. Pour la première fois en avril 1873, le Congrès belge de l'Internationale se tient à Verviers, dans le local de la cour Sauvage, puis à la fin de la même année, on y transfère le secrétariat de la section et les militants verviétois assurent donc pour un an la direction du mouvement ouvrier en Belgique.

A ce moment, c'est l'anarchiste Emile Piette qui prend le dessus à Verviers, au moment où l'Internationale connaît un très net reflux dans le reste du pays. Il n'y a finalement qu'à Verviers

Mais pendant qu'à Verviers on continue à se gargariser de discours révolutionnaires sans effet immédiat, des militants bruxellois et gantois convaincus comme Marx de la nécessité pour la classe ouvrière de passer à l'action politique commencent à réorganiser le mouvement ouvrier en dehors de l'Internationale. A l'inverse, la cité lainière restera encore longtemps l'endroit du pays où s'exprimera avec le plus de force l'opposition aux tendances réformistes et elle reste considérée alors avec Zurich et Budapest comme un des foyers militants les plus excités en Europe sous l'influence des amis de Bakounine.

et dans quelques localités du Centre que l'Internationale développe encore une certaine activité. Mais, même sur ce plan, les ouvriers vont être de plus en plus déçus par leurs chefs : à Verviers, la Fédération locale va jusqu'à remettre en question le syndicalisme, en rejetant non seulement l'action politique mais aussi, désormais, les grèves partielles, pour ne prôner que la grève générale insurrectionnelle.

Une rupture se produit pourtant parmi les Verviétois en 1876 lorsque Piette et quelques-uns de ses amis quittent l'Internationale pour fonder en dehors d'elle un cercle anarchiste dénommé "L'Etincelle", et les syndicalistes verviétois devront longtemps tenir compte de ce groupuscule anarchiste essentiellement hodimontois qui se caractérisera, dans l'histoire du mouvement anarchiste en Belgique, par sa longévité exceptionnelle et son incontestable dynamisme jusque dans les années '20.

Mais le retrait des animateurs de "L'Etincelle" ne signifie pas que l'Internationale à Verviers est désormais aux mains d'adversaires déterminés des thèses anarchistes. Longtemps imprégné par celles-ci, Fluche, qui revient à l'avant-plan, ne s'en débarrasse pas totalement : il semble plutôt chercher pendant plusieurs années une voie médiane entre socialisme et anarchisme car il reste sous l'influence notamment du russe Pierre Kropotkine, avec qui il correspond depuis qu'il avait visité les ouvriers verviétois en mars 1872, au moment où ceux-ci étaient au sommet de leurs actions revendicatrices.

Enfin, c'est à Verviers qu'aura lieu le dernier acte de la Première Internationale, quand les militants verviétois organisent pour la première fois, du 6 au 8 septembre 1877, le Congrès international de l'AIT, le neuvième, qui sera aussi le dernier et qui ne rassemble que dix étrangers mais c'est toute la fine fleur anarchiste européenne de l'époque.

Trois ans plus tard, après 13 ans d'existence ce qui est exceptionnel, *Le Mirabeau* disparaît en 1880. En '85, les efforts des socialistes bruxellois et gantois, entamés en 1875, finissent par aboutir à la création d'un Parti Ouvrier Belge, ancêtre des actuels PS et SP. A la réunion des 5 et 6 avril '85 à Bruxelles donnant naissance au P.O.B., les cinquante-neuf groupes présents sont en écrasante majorité bruxellois et flamands, mais parmi ceux-ci, six, conduits toujours par Pierre Fluche, sont originaires de Verviers et à eux six, ils constituent 40 % des Wallons fondateurs du POB. Parmi ces groupes, on retrouve deux nouvelles organisations syndicales de tisserands et de métallos, mais qui vont végéter longtemps.

Face au patronat en effet très peu de travailleurs sont alors syndiqués, deux à trois % seulement à Verviers en 1890, soit 4 à 5 fois moins que dans le reste du pays, et si la loi interdisant les coalitions a été supprimée en 1866, par contre depuis 1892 l'article 310 du code pénal réprime très sévèrement toute atteinte à la liberté du travail si bien qu'en cas de conflit social, le 310 rend en fait extrêmement difficile l'exercice du droit de grève, et légalement impossible tout piquet de grève par exemple.

C'est pourtant suite à une grève, mais générale et nationale, que les travailleurs, mais les hommes seulement, obtiennent le droit de vote en 1893 et l'année suivante l'élection de 4 ouvriers socialistes comme députés de Verviers.

Sur le plan syndical, la grève de '93 et la victoire électorale de '94 donnent des ailes aux organisations, qui déclenchent avec succès plusieurs grèves de tisserands touchant chaque fois des centaines de travailleurs et au début de 1896 on compte cinq fédérations interentreprises dans les différents métiers du textile et quatre autres en dehors de ce secteur dont une forte Fédération de métallos. Mais tout cela ne sera qu'un feu de paille car les organisations du textile vont être balayées à l'été 96 après l'échec total d'une très longue grève de résistance contre le tissage à deux métiers, nouvelle forme de mécanisation pour accroître la productivité et déqualifier le travail, et la Fédération des métallos va quasi disparaître elle aussi deux ans plus tard, à l'été '98, après l'échec d'une très longue grève chez Houget pour tenter de s'opposer à une réduction de salaire.

Nous voici donc arrivés aux premières années du XXe siècle qui seront capitales, elles, pour une relance décisive du mouvement syndical à Verviers, alors que celui-ci était complètement

désorganisé suite aux échecs que je viens d'évoquer. Le renouveau syndical sera identifié à un homme, le disais Jean Roggeman, que l'on voit ici à un Congrès en Suisse en 1907, le 2^e assis par la droite au premier rang. Au départ, et il est important de le souligner, lui aussi est un simple ouvrier textile, comme Fluche, Thiry, Piette, Marie Mineur et tous ceux que j'ai cités depuis les tondeurs du XVIII^e siècle à l'exception de Gomzée et des radicaux des années 1840.

L'idée-force de Roggeman, c'est la neutralité syndicale et son arme, c'est un journal créé en 1900, *Le Tisserand*, qui deviendra *Le Travail* en 1901. Un réveil du syndicalisme s'effectue sous son impulsion avec la création de multiples syndicats d'usines puis de nouvelles fédérations, dont les statuts contiennent le principe fondamental de la neutralité syndicale, autrement dit le refus d'affilier les organismes syndicaux au P.O.B. même si la plupart des animateurs du mouvement sont aussi militants socialistes. Et lorsqu'en mai 1902, les neuf Fédérations de syndicats d'usines fondent ensemble la Confédération syndicale de Verviers, les statuts de celle-ci interdisent même expressément toute discussion politique ou philosophique dans les réunions.

Le redressement syndical prend rapidement de l'ampleur: les effectifs de la Confédération passent de 2.000 membres en 1902 à 7.000 en 1905. Les conflits sociaux deviennent plus fréquents également, et souvent à l'avantage des grévistes. Salaires en hausse, réduction du temps de travail, répartition de l'ouvrage disponible entre équipes, suppression du travail de nuit, telles sont les avancées sociales arrachées (dans un contexte économique alors favorable) par les tisserands, les ouvriers du peigné ou les métallos.

Le mouvement de syndicalisation s'accélère dans tous les corps de métier durant les premiers mois de 1906, cette année sociale exceptionnelle dont j'ai conté l'histoire jadis. En mars, la Confédération syndicale verviétoise englobe plus de 11.000 travailleurs; à l'automne, un maximum est atteint avec 16.300 syndiqués sur un peu plus de 20.000 ouvriers verviétois ! Dans le textile, le taux de syndicalisation est alors de près de 100 %, dans la métallurgie également. Certains syndicats obtenant d'importants avantages à l'occasion des conflits qu'ils déclenchent, le nombre d'arrêts de travail ne cesse d'augmenter. L'agitation sociale atteint son point culminant en 1906 : vingt-neuf conflits dans le textile, vingt-cinq dans les autres secteurs. Ainsi que le montre ce tableau, il ne se passe pas un mois en 1906 sans que trois ou quatre secteurs de l'économie verviétoise ne soient simultanément sinon paralysés en tout cas affectés par un conflit social important.

Les patrons de l'agglomération réagissent, bien entendu. D'une part, au printemps 1906, ils se regroupent au sein d'une Fédération de l'Industrie textile pour mieux résister eux aussi collectivement. D'autre part, pour pratiquer le cas échéant cette résistance, ils décident d'introduire entre eux la clause du lock-out, par laquelle ils s'engagent à défendre, par la fermeture de toutes les usines d'un secteur, celui de leurs membres qui serait menacé ou victime d'une grève.

En réaction à une nouvelle grève dans une usine textile, la bataille décisive est lancée le 19 septembre par la Fédération patronale du textile qui décrète un lock-out général : toutes les usines textiles de l'agglomération sont fermées, et près de 16.000 hommes et femmes, soit les trois-quarts des ouvriers de l'industrie verviétoise, sont privés de travail – ce qui est du jamais vu dans l'histoire sociale du pays!

Les patrons sont persuadés que les ouvriers ne tiendront que quelques jours. Mais les organisations syndicales organisent la résistance et un extraordinaire mouvement de solidarité se produit à l'échelle de tout le pays.

Le 30 octobre, le lock-out est levé après six semaines d'arrêt de travail et quinze jours de négociations, car un accord est conclu entre les Fédérations textiles patronale et ouvrière. Par ce compromis, le patronat réaffirme son autorité dans les ateliers et se met à l'abri des grèves à répétition ; en échange, la Fédération syndicale obtient sa reconnaissance par les industriels, le droit pour ses militants d'exercer leur action, la création d'un organisme permanent de conciliation et la garantie d'un taux uniforme et stabilisé des salaires dans la région, ce qui à l'échelle de la Belgique donne à cette convention une valeur historique réelle, car elle annonce l'avènement du régime des négociations collectives et son centenaire a été marqué par l'apposition d'une plaque à l'initiative de la FGTB là où avait eu lieu la négociation.

J'en arrive ainsi à la fin de mon récit de deux siècles de résistances sociales à Verviers, depuis les premiers mouvements protectionnistes de 1715 pour la défense de l'emploi local jusqu'à ce grand conflit de 1906, dont tous les acquis et d'autres encore seront balayés un quart de siècle plus tard, à l'issue d'une grève générale de cinq mois du textile verviétois qui témoignera à nouveau d'une extraordinaire combativité locale mais qui se soldera, elle, par une défaite ouvrière absolument complète et par cette image ahurissante des permanents syndicaux

réfugiés dans la Maison syndicale et se défendant à la lance d'incendie contre des grévistes révoltés. Les temps ont changé et la course aux mandats a commencé : le permanent du Textile, Duchesne, est aussi parlementaire et chef de groupe socialiste au Conseil communal, par exemple.

Je ne désespère pas d'écrire un jour la saga de la grève de '34. En attendant, c'est d'autres formes de résistances dans d'autres contextes bien particuliers que Jacques Wynants va maintenant vous entretenir.